

Le budget—M. Valcourt

M. Valcourt: Le critique du Parti libéral en matière de finances est peut-être muselé par ses collègues, mais je pense qu'il approuve le gouvernement. Il parle d'impôt sur le revenu, de la hausse de taxes. Il demande quels sont les élitistes de ma circonscription. Il n'y en a pas. Nous sommes tous pauvres. J'ai rencontré la semaine dernière un homme qui doit gagner plus de 100 000\$, ou à peu près, je ne sais pas exactement quels sont ses revenus; il m'a dit que l'année prochaine, il allait payer 5 000\$ d'impôts de plus à cause du budget.

Une voix: Il devait être heureux.

M. Valcourt: Il n'y voit pas d'inconvénient. Il sait que si le Canada. . .

Une voix: Comment s'appelle-t-il?

M. Valcourt: Comment s'appelle-t-il? J'ai bien trop de respect pour lui pour révéler publiquement son nom, mais je le lui demanderai et je vous enverrai son nom. J'en connais même un autre qui a donné quelques dollars à mon association parce qu'il était satisfait du budget. Je ne suis pas surpris que le Parti libéral ne comprenne pas et qu'il ne soit pas réaliste, mais les Canadiens le sont, et ils approuvent ce budget.

M. le vice-président: Le député de Saskatoon—Dundurn (M. Fisher) a la parole pour une question ou pour un commentaire.

M. Fisher: Monsieur le Président, le député qui a parlé avant moi a dit que le Parti libéral avait été battu à deux reprises, ce qui veut dire que les conservateurs ont été élus deux fois. Il est plus que temps que le gouvernement ne s'en prenne qu'à lui-même pour les problèmes économiques de notre pays.

Depuis l'élection du Parti conservateur en 1984, le déficit total du gouvernement fédéral a doublé. Il a doublé en quatre ans, ce qui ne s'était jamais vu au Canada. Or, les députés d'en face n'ont rien d'autre à faire que de blâmer les députés de ce côté-ci, y compris le Nouveau Parti démocratique, qu'ils accusent d'être des socialistes. Je les en remercie, car à tout le moins, le député en connaît assez pour appeler un chat un chat et un socialiste un socialiste, ce que nous sommes.

Une voix: Le mot qui commence par «s».

M. Fisher: C'est exact. Il y a longtemps que les députés d'en face n'ont plus le droit de blâmer les autres, sauf eux-mêmes, pour les problèmes qui assaillent le pays. Nous voulons des solutions, et il y en a. Depuis que les conservateurs ont été élus en 1984, la proportion des recettes gouvernementales provenant de l'impôt des sociétés est tombée de 15 p. 100 à 10,7 p. 100. A mon avis, si le Parti conservateur voulait rendre de nouveau le régime fiscal un peu plus équitable—et je dis bien un peu, car il ne l'a pas été beaucoup précédemment—le désastre fi-

nancier dans lequel se trouve le pays serait en partie enrayeré.

Je voudrais également souligner que, aussi loin qu'en 1962, l'impôt sur le revenu des sociétés s'élevait à 26,1 p. 100, et l'impôt sur le revenu des particuliers, à seulement 34 p. 100. Celui-ci a grimpé à 57 p. 100 il y a environ six mois, comparativement à 49,8 p. 100 lorsque le Parti conservateur a été élu. L'impôt sur le revenu des particuliers est passé de 49,8 p. 100 à 57,7 p. 100 depuis l'élection du Parti conservateur. Celui-ci va donc puiser des recettes fiscales dans les poches du Canadien ordinaire, dont la valeur réelle des gains moyens pendant cette période a diminué de plus de 5 p. 100.

M. Valcourt: Comment ce député peut-il honnêtement prendre la parole et faire cette accusation, alors que les membres du Parti socialiste prétendent être si honnêtes? S'il se donnait la peine d'examiner les faits, il saurait qu'en 1984, nous avons hérité d'une dette qui était passée de quelque 18 milliards de dollars à 200 milliards. Je n'accepte pas qu'un socialiste vienne nous dire que nous avons laissé augmenter la dette depuis quatre ans, alors que les socialistes se sont opposés à tous les efforts que notre gouvernement a déployés pour réduire le déficit. Chaque jour, les socialistes réclament à la Chambre davantage de dépenses. Ils croient que l'argent pousse aux arbres. Ce sont des rêveurs. Ce sont des rêveurs qui n'ont pas la moindre idée de ce qui se passe au Canada. Les socialistes croient qu'ils peuvent prendre. . .

Une voix: Taxez les pauvres.

M. Valcourt: Ce sont les mêmes gens qui gouvernaient au Manitoba. Et voyez ce qui est arrivé au Manitoba, à ces pauvres Manitobains. Ils vivent tous sous le seuil de la pauvreté. Pendant ces merveilleuses années d'administration socialiste, la population a vu sa situation se dégrader.

M. le vice-président: Le député de Calgary—Nord—Est (M. Kindy) pour la dernière question ou le dernier commentaire de la période.

M. Kindy: Monsieur le Président, j'ai écouté avec intérêt le discours du ministre parce que je siégeais avec lui au Comité de la justice. Ce qu'il a dit n'était pas sans intérêt, mais ses chiffres me laissent perplexe. En 1984, la dette était d'environ 180 milliards de dollars. Cette année, en 1989, on prévoit qu'elle atteindra les 353 milliards de dollars. Le vérificateur général a déclaré qu'il pourrait bien y avoir 30 milliards dont on n'a pas tenu compte. La dette nationale serait donc de près de 380 milliards de dollars. C'est dire qu'en cinq ans, la dette a presque doublé. Je ne crois pas vraiment que le budget s'attaque sérieusement au déficit et à la réduction de la dette. Je suis favorable à la réduction de la dette. J'aimerais que le déficit soit réduit, mais je crois que le budget à l'étude ne nous aidera pas parce qu'il ne contient pas suffisamment de compressions. C'est la précision que je voulais apporter au sujet des chiffres. A titre d'exemple, nous donnons